

**Convention collective régionale**

**IDCC : 35. – TISSAGES DE LA SOIERIE DU SUD-EST  
(Employés, techniciens et agents de maîtrise)  
(9 juin 1952)**

(Etendue par arrêté du 7 octobre 1952)

---

**Convention collective régionale**

**IDCC : 642. – TISSAGES DE LA SOIERIE DU SUD-EST  
(Ouvriers)  
(7 janvier 1972)**

(Etendue par arrêté du 1<sup>er</sup> juin 1973,  
*Journal officiel* du 24 juin 1973)

---

AVENANT N° 2 DU 10 JUIN 2014  
À L'ACCORD DU 26 NOVEMBRE 2012  
RELATIF À LA PRÉVOYANCE ET AUX FRAIS DE SANTÉ

NOR : ASET1451090M

IDCC : 35, 642

---

**PRÉAMBULE**

L'accord du 26 novembre 2012 a modifié le régime de prévoyance et de santé obligatoire au profit de l'ensemble des salariés non cadres de la branche.

Le présent avenant à cet accord vise à illustrer et à préciser les cas de dispense prévus à l'article 3.2 « Dispenses d'adhésion relatives au régime de frais de santé » de l'accord susvisé afin de permettre aux entreprises de mieux déterminer leurs conditions d'application.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Dispenses d'adhésion au régime de frais de santé*

L'article 3.2 « Dispenses d'adhésion relatives au régime de frais de santé » de l'accord du 26 novembre 2012 est intégralement supprimé et remplacé par :

« Article 3.2

*Dispenses d'adhésion relatives au régime de frais de santé*

Quelle que soit la date d'embauche, les salariés et apprentis dont le contrat est conclu pour une durée inférieure à 12 mois, même s'ils ne bénéficient pas d'une couverture individuelle souscrite par ailleurs, pourront être dispensés d'adhérer au régime de frais de santé institué par le présent accord.

Les entreprises pourront en outre décider d'ajouter, selon l'une des modalités définies à l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale, autrement dit par voie d'accord collectif, d'accord référendaire ou de décision unilatérale, au cas de dispense défini ci-dessus, les cas de dispense suivants :

- les salariés bénéficiant, y compris en qualité d'ayants droit, d'une couverture collective de remboursement de frais médicaux servie :
  - dans le cadre d'un dispositif de prévoyance complémentaire remplissant les conditions mentionnées au 6<sup>e</sup> alinéa de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale. Ce cas de figure concerne notamment :
  - les salariés bénéficiant d'une telle couverture dans le cadre d'un autre emploi ;
  - les couples de salariés dans l'entreprise, pour lesquels il est possible de n'y faire adhérer qu'un seul des deux membres du couple, l'autre étant couvert en qualité d'ayant droit de son conjoint. Afin qu'une telle dérogation soit mise en œuvre, ils devront en formuler la demande expresse et par écrit auprès de la direction de l'entreprise et indiquer à cette occasion quel membre du couple se verra précompter la cotisation au financement du régime ;
  - les salariés d'une entreprise relevant du présent accord, couverts en qualité d'ayants droit et à titre obligatoire dans le cadre d'un régime d'entreprise collectif et obligatoire.
- par le régime local d'assurance maladie du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, en application des articles D. 325-6 et D. 325-7 du code de la sécurité sociale ;
- par le régime complémentaire d'assurance maladie des industries électriques et gazières en application du décret n° 46-1541 du 22 juin 1946 ;
- par le régime de protection sociale complémentaire des agents de l'Etat et de ses établissements publics, organisé par les décrets n° 2007-1373 du 19 septembre 2007 et n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatifs à la participation de l'Etat et de ses établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs personnels ;
- par le régime de protection sociale complémentaire des agents des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, organisé par le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;
- dans le cadre des contrats d'assurance de groupe issus de la loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle (contrat "loi Madelin" pour la couverture des travailleurs non salariés, dits "TNS").

Ces salariés devront solliciter, par écrit, auprès de la direction de l'entreprise leur dispense d'adhésion au régime de remboursement de frais médicaux et produire, chaque année, tout justificatif attestant cette couverture. A défaut, ils seront obligatoirement affiliés au régime.

- les salariés qui sont bénéficiaires :
  - de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé prévue à l'article L. 863-1 du code de la sécurité sociale ;
  - ou de la couverture maladie universelle complémentaire prévue à l'article L. 861-3 du code de la sécurité sociale ;
  - d'une assurance individuelle "remboursement de frais médicaux".

Cette faculté de ne pas adhérer au régime ne vaut que jusqu'à l'échéance du contrat individuel au titre duquel les salariés bénéficient de l'une de ces aides.

Ces salariés devront solliciter, par écrit, auprès de la direction de l'entreprise leur dispense d'adhésion au régime de remboursement de frais médicaux et produire tout justificatif requis. A défaut d'écrit et de justificatif adressés à l'employeur, ils seront obligatoirement affiliés au régime.

- les salariés suivants auront également la faculté de refuser l’adhésion au régime :
  - les salariés et apprentis sous contrat d’une durée au moins égale à 12 mois, dès lors qu’ils produisent tout document justifiant d’une couverture individuelle souscrite par ailleurs pour le même type de garanties “remboursement de frais médicaux” ;
- les salariés à temps partiel et apprentis dont l’adhésion au régime les conduirait à s’acquitter d’une cotisation au moins égale à 10 % de leur rémunération brute.

Ces salariés devront solliciter, par écrit, auprès de la direction de l’entreprise leur dispense d’adhésion au régime de remboursement de frais médicaux et produire tout justificatif requis. A défaut d’écrit et de justificatif adressés à l’employeur, ils seront obligatoirement affiliés au régime.

Il est précisé que les salariés ne bénéficient d’aucun cas de dispense s’agissant des garanties de prévoyance instituées par le présent accord. »

## **Article 2**

### *Date d’effet*

La date d’effet du présent avenant est fixée au 1<sup>er</sup> juillet 2014.

## **Article 3**

### *Diffusion*

Le présent avenant sera diffusé à l’ensemble des partenaires sociaux représentés dans la profession au jour de sa signature.

## **Article 4**

### *Dépôt*

Le présent avenant sera déposé à la direction des relations du travail, auprès des services centraux du ministre chargé du travail et auprès du conseil des prud’hommes de Lyon.

Fait à Lyon, le 10 juin 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisation patronale :**

FTS.

### **Syndicats de salariés :**

HACUITEX CFDT ;

URTHC CGT ;

FO tissage ;

CFE-CGC chimie Lyon ;

UR TCH CFTC.